Cahiers de Psychologie Politique

N° 13 | 2008
Le charisme du chef Juillet 2008

Penser la conception poppérienne de la politique

Marcel NGUIMBI

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-13/1009-penser-la-conception-popperienne-de-la-politique
DOI : numerev_156
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 12/08/2008

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : NGUIMBI, M. (2008) Penser la conception poppérienne de la politique. *Cahiers de Psychologie Politique*, (13). https://doi.org/10.34745/numerev_156

Penser la conception poppérienne de la politique, c'est, d'une certaine manière, suivre l'itinéraire du penser poppérien dans une application méthodologique des principes fondamentaux du « *trial and error* » (essai et erreur) à l'action sociale. Cette application part de la science et connaît une extension dans le domaine politique. C'est, en tout état de cause, faire exister et fonctionner la philosophie sociale poppérienne en tant qu'une logique de la découverte de l'action démocratique où le peuple –qui ne gouverne nulle part– jouit pourtant du pouvoir de juger ses dirigeants. L'article montre, en effet que, si la réfutabilité argumentative de nos théories scientifiques constitue le plus haut degré de la rationalité scientifique, l'édification d'une société démocratique est, pour Popper, l'expression du plus haut degré de la rationalité politique.

Mots-clés :

Introduction

Le penser poppérien est multidimensionnel. Il parcourt à la fois plusieurs domaines cognitifs de manière que, le fixer déterminativement serait une véritable imprudence gnoséologique. C'est ce que n'hésitent pourtant pas à faire des esprits simplistes, c'est-à-dire les partisans du moindre effort de réflexion. Le penser poppérien sillonne ainsi les champs de la science, de la politique, de la religion, de la musique, de la culture, de l'esthétique, de l'éthique, de l'éducation, etc. En science, il questionne l'histoire de la philosophie, l'histoire des sciences, la logique, l'épistémologie des sciences aussi bien anthropo-sociales que physico-naturelles, etc. En politique, il est une onto-logique de la démocratie pluraliste. Cette performance relève de l'efficacité opératoire de la méthode du « trial and error » (essai et erreur) qui, de la réfutabilité argumentative à l'élimination d'erreurs, fonctionne comme l'unique méthode des sciences. C'est ainsi qu'elle régule la pensée connaissante, et que l'on peut comprendre son extension de la science à la politique où elle conçoit l'essentialité de la démocratie libérale.

La présente réflexion est une problématisation de cette extension régulatrice de la méthode du « trial and error ». Elle s'efforce de mettre en débat la problématique des enjeux de la philosophie sociale chez Popper au sein de laquelle émerge le plaidoyer poppérien pour la démocratie libérale dont la meilleure forme est celle qui rend possible le multipartisme. Il en est ainsi parce que la méthode du « *trial and error* », comme

méthode heuristique, cadre logique des conjectures et réfutations, présente le « libéralisme » comme la meilleure expression possible de l'idée poppérienne d'ordre social rationnel.

Ainsi, après avoir dégagé les enjeux d'une science de l'action socio-politique chez Popper, nous circonscrirons le passage méthodologique de la science à la politique, pour culminer sur les rapports de Popper à la démocratie.

Une science de l'action socio-politique chez Popper : quels enjeux ?

> « A vrai dire, je ne suis vraiment pas concerné professionnellement par une quelconque science sociale, y compris la science politique. Je suis un amateur dans ce domaine, je suis juste un citoyen qui a certaines opinions. Je ne suis pas un philosophe politique professionnel ».

Ainsi s'exprimait Karl-Raimund Popper dans une interview réalisée par Jean Baudouin dans sa résidence de Kenley, le 30 juillet 1989 (Jean Baudouin, 1994 : 5).

Cet énoncé est révélateur de la circonstance qui a conduit Popper à la théorie politique, lui dont les principaux centres d'intérêt portaient généralement sur la *nature* et la *science*, et, notamment la *cosmologie*.

De ce point de vue, l'œuvre s'inscrit davantage comme un lieu d'exploitation critique des théories scientifiques plutôt qu'une philosophie de l'action socio-politique. Et pour cause, Popper ne vient dans le champ des théories politiques qu'en tant qu'esprit révolté, parce que contraint par la dynamique des mouvements totalitaires. On le croirait si bien lorsqu'il écrit :

> « Depuis que j'ai rompu avec le marxisme en juillet 1919, je ne me suis plus intéressé à la politique et à sa théorie que comme citoyen et comme démocrate. Mais, dans les années vingt, et au début des années trente, les mouvements totalitaires toujours plus rigoureux, qu'ils soient de droite ou de gauche, et ensuite, la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne m'ont contraint à réfléchir sur la démocratie » (Popper, htt://www.radicalparty.org/party/popper fra.htm, 21/02/2007).

C'est le citoyen et démocrate qui s'engage dans le sillage de la réflexion politique. C'est un esprit averti, conscient des enjeux de l'action socio-politique. Ce n'est donc pas un

profane qui se cherche dans ce champ des théories politiques. Ainsi, et selon qu'on le comprenne, l'œuvre de Popper est précisément une jonction complexe entre une épistémologie de l'émergence de la croissance du savoir scientifique, une cosmologie métaphysique ouvrant sur des enjeux épistémo-logiques d'une querelle des sciences physico-naturelles et une contribution originale à la science politique contemporaine.

Nous reconnaissons, certes, au regard de la structure du penser poppérien, la disproportion irrécusable entre le secteur de la science et un secteur de la politique défriché avec beaucoup d'hésitations, tous deux régulés par les principes fondamentaux de la méthode du « *trial and error* » (essai et erreur). Mais, à tout bien prendre, la part qui revient disproportionnellement au secteur de la politique fait du moins de l'œuvre une épistémologie de l'émergence d'une nouvelle alliance entre l'homme et la politique en général, puis entre l'homme et la démocratie en particulier.

Cette réflexion politique naît en annexe de sa production scientifique dont la mise en œuvre lui a valu la qualité de « lecteur » et l'élévation à la Chaire de « Logique et méthodologie des sciences », ce jusqu'à la retraite, à la London School of Economics où lui succédera le professeur Imré Lakatos.

L'application de la méthode du « *trial and error* » trouve une première expression conceptuelle dans *La Société ouverte et ses ennemis* que Popper décide d'écrire à l'heure de l'invasion de l'Autriche. L'objet de ce livre de 1942 est précisément un plaidoyer pour la liberté et la démocratie. Mais, dans le contexte de la guerre, cet ouvrage se montre comme un « effort de guerre » plutôt qu'une œuvre de philosophie politique proprement dite. C'est un effort qui contribua efficacement à la défense des valeurs constitutives du libéralisme démocratique qui impulsa vigoureusement le procès de l'historicisme. Popper écrit à cet effet que

> « Bien que mon livre La Société ouverte et ses ennemis ne consacre aucun mot ni à Hitler, ni aux nazis, il fut considéré comme une contribution à la guerre contre Hitler. Ce livre est une théorie de la démocratie, et une défense de la démocratie contre les attaques, anciennes et récentes de ses ennemis (…) Sa principale caractéristique, me semble-t-il, réside dans le fait qu'il n'ait été compris parfaitement que très rarement » (Popper, ibid.).

Le procès de l'historicisme consiste essentiellement à rendre compte de la condition d'un changement, d'une révolution globale de la société des hommes et des choses. « Historicisme » ne se dit-il pas de la foi en une fin de l'histoire humaine et donc sociale que l'homme se doit de réaliser ou plutôt de subir ? L'historicisme fonctionne, en fait, comme un registre de prédictions absolues de l'avenir que fomente un déterminisme historique aussi absolu, à l'instar de l' « économisme » que prône le marxisme. L'acceptation d'une telle caractéristique déterministe absolue confère aux sciences sociales une propriété méthodologique n'ayant absolument rien d'analogue à celle des sciences physico-naturelles. Or, pour Popper, de telles caractéristiques doivent être

convergentes ne serait-ce qu'au point de vue de l'expérimentation critique. Popper, qui n'exclut pas les différences méthodologiques entre les sciences anthropo-sociales et les sciences physico-naturelles, ni même à l'intérieur de chaque bloc scientifique entre chaque type d'individus scientifiques, estime en revanche que toutes les sciences théoriques font usage de la même méthode. C'est la démarche hypothético-déductive sur laquelle nous reviendrons pour dire le « passage discret ou non » de la science à la politique. Karl Marx pouvait, assurément, en avoir eu le pressentiment ou même la perception. Seulement, ce qui le discrédite aux yeux de Popper c'est son « fanatisme politique », c'est-à-dire sa conception indolente de l'action socio-politique qui impose d'attendre que le système s'écroule de l'intérieur par le moyen des forces concurrentes qui lui sont inhérentes. Et pire, même si elle peut avoir eu lieu, l'action politique porte un goût pour les révolutions violentes du prolétariat. La « dictature du prolétariat » n'est plus ni moins qu'une conception totalitaire qu'il importe nécessairement de combattre. C'est pourquoi Karl Marx peut être considéré comme un « ennemi de la société ouverte » autant que d'une part, Hegel dont l'intelligence de la loi de la contradiction n'est qu'une figure du dogmatisme gnoséologique du fait qu'elle n'est pas elle-même féconde et productrice dans le processus de la fin de l'histoire de la philosophie, et d'autre part, Platon dans sa conception des individus libres de s'aliéner en l'Etat en se donnant les moyens de censurer l'information au point même de se mentir les uns aux autres. Nous retrouvons dans ce commentaire la substance de chacun des deux tomes de l'ouvrage de 1942, qui présente la plupart de ces philosophes que Popper a en étude des « partisans de la société close » en tant que société de l'achevé, du définitif, de l'absolu, etc. Car selon lui, l'histoire de la philosophie n'a qu'un seul itinéraire : elle nous ramène à la même position politique, au même sens de l'être et de l'étant, ce qui se traduit par le « totalisme tribal ». Cette position répétitive est absolument réactionnaire, de la manière dont elle s'exprime chez Héraclite, Aristote, Platon, Fichte, Hegel ou Marx, c'est-à-dire aussi bien chez les Anciens que chez les Modernes, n'ayant pour unique aboutissement que des horreurs et des massacres abusifs que produit la violence aveugle. C'est en cela même que Popper définit leurs doctrines respectives comme des « doctrines historicistes », du simple fait qu'elles postulent le déterminisme historique dans le changement que peuvent connaître les sociétés humaines. Pour Popper donc, ce déterminisme historique revêt un double aspect : il a la forme, d'une part, d'un éternel recommencement cyclique des hindous ou des grecs, et d'autre part, d'une progression irréversible vers une épiphanie religieuse du messianisme juif. De là à comprendre que, dérivé originellement des grands philosophes grecs antiques, cet exemple d'historicisme théorisé n'a fait que s'amplifié dans les philosophies modernes tel que le montrent à juste titre d'ailleurs Jeremy Shearmur ou Fred Eidlin au Colloque de Cerisy (1989).

Le procès de l'historicisme révèle donc la prédiction poppériste de l'effondrement du régime totalitaire, gage des violences de toute nature. La prédiction porte sur l'émergence d'un système participatif délibératif du régime de démocratie pluraliste où fonctionnent dynamiquement des notions telles que celles de paix, de citoyenneté, de liberté (d'expression, d'information, de communication, d'opinion, d'idéologie), d'Etat de droit, etc. L'argument de principe que Popper développe dans La Société ouverte et ses

ennemis est d'ailleurs bien connu. Il s'agit de savoir que les progrès de l'homme et de l'humanité ont permis le passage d'une conception de la société close, c'est-à-dire une forme de société ancienne à prédominance tribale, collectiviste et totalitaire, à une conception de la société ouverte, c'est-à-dire une forme de société moderne où prédominent des comportements individualistes et une organisation démocratique de la vie des hommes. Le plaidoyer poppérien pour la société ouverte dispose, en conséquence que, ce qu'il faut c'est savoir apprendre à vivre dans l'inachèvement, l'indéfinitif, l'insatisfaction ou la crise, et donc à renoncer à tout rêve de la plénitude.

Les thèses de *La Société ouverte et ses ennemis* seront substantiellement reprises en 1988 lorsque Popper rappellera et reprécisera sa conception de la démocratie libérale. D'abord dans une étude révisée de l'ouvrage de 1942 sous le titre « The open society and its ennemies revisited » publiée le 23 avril dans le journal *The Economist*. Ensuite dans une conférence prononcée à Munich le 9 juin dont le titre assez significatif et révélateur de la nouvelle alliance entre l'homme et le libéralisme démocratique se dit « Bermerkungen zu Theorie und Praxis des demokratischen Staates ».

Nous retiendrons l'observation de Jean Baudouin selon laquelle l'œuvre de Popper ne se donne pas pour but une intelligence d'ensemble de notre « modernité politique » (Jean Baudouin, *ibid.* : 9), pour seulement reconnaître qu'elle se donne pourtant bien davantage une telle vocation au sujet de notre « modernité scientifique ». Y'aurait-il alors « double Popper », l'un audacieux et révolutionnaire dans le domaine des conjectures et réfutations scientifiques et l'autre prudent et réformiste dans le domaine des conjectures et réfutations inhérentes aux transformations sociales ?

Ce n'est ni plus ni moins qu'un vrai faux problème. La question du « politique » comme objet d'étude dans le penser poppérien doit se comprendre, autant que la question du « scientifique », à partir de la mise en œuvre des principes fondamentaux de son rationalisme critique procédural. C'est pourquoi la réflexion ici entreprise sur le sens épistémo-logique de la conception poppérienne de la politique s'inscrit nécessairement dans l'itinéraire du passage discret ou non de la science vers la politique que garantit l'horizon métaphysique du rationalisme critique quand il impulse une philosophie sociale possible.

En clair, de la science à la politique, tel est le sens vectoriel du rapport de Popper à la démocratie pluraliste au double prix d'énormes hésitations et de la révolte contre le totalisme socio-politique.

De la science à la politique, un passage discret ?

Nous avons publié dans les *Annales de l'Université Marien Ngouabi* un commentaire sur l'interprétation que Renée Bouveresse a faite du rationalisme critique de Karl Raimund Popper dans son livre *Karl Popper ou le rationalisme critique* (1998). L'article est

intitulé : *Notes sur Karl Popper ou le rationalisme critique de Renée Bouveresse* (Marcel Nguimbi, 2003 : 52-59). C'est un ensemble de notes de compréhension des applications du rationalisme procédural de Popper aussi bien en science qu'en politique. En suivant l'argumentation de Renée Bouveresse, nous avons rendu compte du mouvement de la pensée poppérienne vers les zones périphériques d'un rationalisme critique s'exprimant à partir de la science. Qu'il nous soit permis de reconsidérer ici la substance de ces *Notes* pour dire l'extension des enjeux méthodologiques de la science à la politique comme par un passage certainement discret.

Renée Bouveresse constate que :

> « D'abord préoccupé de méthodologie, Popper est remonté progressivement jusqu'à la métaphysique qui éclaire cette méthodologie. A une science sans certitude en perpétuel mouvement ne peut correspondre qu'un monde ouvert en évolution imprévisible » (Renée Bouveresse, 1998 : 121).

Ce qui se montre ici, c'est que la rationalité scientifique s'ouvre à la rationalité métaphysique, à un horizon cognitif où Popper propose une convention méthodologique là où les déterministes circonscrivent un principe de causalité. La convention méthodologique consiste dans la recherche des lois universelles et d'un système théorique cohérent où nos essais, perpétuellement enrichis dans leur contenu informatif, permettraient d'expliquer par un lien causal tout évènement aussi bien cosmologique que social. L'évènement cosmologique est l'objet d'étude de la science pendant que la politique s'occupe de l'action sociale, l'une et l'autre études étant régulées par les principes fondamentaux de la méthode du « *trial and error* » (essai et erreur).

L'étude de l'évènement cosmologique favorise le rapport logique entre la connaissance objective et l'épistémologie sans sujet connaissant. Popper conçoit un type de connaissance fondamentalement objective qui fonctionne onto-logiquement comme une modalité cognitive de la réalité. C'est une connaissance de nature non analytique caractéristique de son élan réaliste en tant que mouvement de la pensée qui réagit contre une conception idéaliste de la nature. Ce réalisme poppérien se fonde sur le principe que la science est un fait à l'intérieur du monde dont elle parle. En fait, non-désincarnée, la science est un module de l'être réel de la chose qu'elle étudie. Ainsi, la pensée a un analogue dans la réalité qu'elle analyse. De cette double conséquence, il résulte que les explications de la science ne sont que des hypothèses, des conjectures que l'on corrobore et qu'il n'est pas possible de prédire, dans un élan de nécessaire causalité, un évènement à partir d'un évènement antérieur. C'est bien en ce sens que l'épistémologie de Popper est une *onto-logique*, son réalisme n'étant ni plus ni moins qu'un objectivisme épistémologique, c'est-à-dire le lieu où la vérité épistémologique trouve sa justification. Cet objectivisme épistémologique court même le risque d'être saisi comme un optimisme du symbolique à cause de l'assurance que procure son rationalisme critique. Il se constitue en gage sûr de la connaissance objective, les

procédures mentales et symboliques de l'homme étant indépendantes de leur créateur.

Toutefois, l'étude de l'évènement cosmologique consacre une cosmologie de l'indétermination physique. La théorie scientifico-physique de l'univers qui en découle est caractéristique du plaidoyer poppérien pour l'univers irrésolu, un univers essentiellement ouvert. Car, *le monde de Popper* n'est pas clos ; il est critiquement ouvert, la science qui l'étudie étant principiellement caractérisée par le triple aspect de l'imperfection, de l'inconsistance et de l'indécidabilité, ce qui est une propriété essentielle de la réfutabilité. Renée Bouveresse le dit ainsi qu'il suit :

> « La cosmologie poppérienne repose sur l'affirmation que tout est propension. Toutes propriétés du monde physique sont dispositionnelles. Tout évènement est à la fois la réalisation d'une tendance, et la création ou la modification de nouvelles tendances pour l'avenir ; et l'état réel d'un système physique à tout moment est la somme de ses tendances. Le monde physique consiste en de changeantes propensions à changer » (Renée Bouveresse, ibid. : 128).

En clair, ce que veut dire le « négativisme poppérien » ici, au contraire du scepticisme plat qui doute de nos possibilités de connaissance, ce n'est pas que nous ne puissions connaître, mais que nous ne connaîtrons certainement pas de façon définitive, quoique la connaissance se veuille objective ; que notre effort de connaissance est significatif de l'élargissement des frontières de notre ignorance qui, dans sa dimension infinie, rend tous les hommes-humains semblables les uns aux autres.

*L'étude de l'action sociale*quant à elle, avons-nous déjà relevé, est l'objet de la politique. Elle s'entend comme l'application de la méthode scientifique en politique. Elle est l'extension des principes régulateurs de la méthode unique des sciences à l'action socio-politique. Car, de même qu'il n'y a pas et qu'il ne saurait y avoir de vérité parfaite ou même de conception-type du beau, de même il n'y a pas et il ne saurait y a voir d'action sociale parfaite, le sujet pensant étant régi par le principe de la faillibilité de l'esprit connaissant. La faillibilité, cette vertu ultime de l'esprit qui fait de l'homme un véritable humain, favorise des embranchements étroits entre d'une part la logique, l'esthétique et l'éthique, et d'autre part entre l'éthique et la politique. La dimension éthique constitue l'interface entre ces deux types d'embranchements logiques. Car, autant il est un non-sens de conduire une activité scientifique sans intégrer la dimension éthique, autant il est un contresens d'agir sur la société des hommes et des choses en dehors de l'éthique. Puisqu'il s'agit de résoudre des « problèmes ». Nous pouvons ainsi relever avec Jeremy Shearmur (1989 : 450) que c'est une grande contribution que Popper a faite à la philosophie politique en offrant une image de la nature de la rationalité politique telle que nous pouvons espérer organiser rationnellement la société tout en évitant les inconvénients qu'implique habituellement cette notion.

Popper revendique et exige un rationalisme critique dans le traitement du fait social. Il critique, à cet effet, l'utopie de la réalisation de la société la meilleure possible. Il oppose alors la rationalité politique authentique à la spontanéité de l'action utopique. Il va donc contre l'idée qui consiste à tenir exclusivement pour rationnel celui qui considère la société comme un « tout » et ne cherche à agir qu'au niveau de ce tout. C'est du « *totalisme* », ce principe de la solidarité des parties dans le tout qui seul est réel. Un tel principe a été mis en évidence par Hegel et illustré par l'économisme de Karl Marx dont la finalité consiste à ramener le tout de la société au mode de production économique et à la lutte des classes qui en procède. Dès lors, il n'est de changement qu'au niveau du « système », l'action n'étant possible qu'au niveau de l'« ensemble ».

Pour Popper, en effet, ce qui se profile dans la conception utopiste de la société c'est le projet de transformation globale de la société en créant des conditions générales d'épanouissement de l'homme. Or, précise-t-il, faire ainsi ce n'est ni plus ni moins que du « *totalisme* » en tant que prétention de maîtriser absolument une situation sociale quelle qu'elle soit dans sa totalité, en se fondant sur une utopie du futur comme construction strictement idéale de l'avenir, même s'il pouvait se réaliser selon les cas. Puisque le prédicat « être utopique » ne signifie pas nécessairement « être irréalisable ». C'est pourquoi pour Popper, toute situation sociale n'étant que circonstanciée, tout savoir partiel, il ne saurait être rationnel de concevoir l'utopisme. Nous sommes de l'avis de Renée Bouveresse pour justifier cet état de chose ainsi qu'il suit :

> « On ne peut ni connaître la totalité, ni agir sur elle : le tout est ce dont on ne peut rien dire ni faire. Croire pratiquer une science de la totalité sociale, ou mener une action globale est illusoire : le totaliste est seulement quelqu'un qui n'a pas conscience du caractère sélectif de son intervention sur le réel, et qui agit donc de façon non critique » (Renée Bouveresse, ibid. : 144).

En fait, l'analyse poppérienne laisse entrevoir que l'utopiste développe un optimisme absolu quand il croit détenir la vérité ; un dogmatisme de la vérité quand il manque de comprendre qu'il sied d'agir sur la société dans les limites du savoir de l'homme en vue de construire son réel bonheur. C'est pourquoi dans sa lutte pour une société idéale comme accomplissement de l'Histoire, l'utopiste, à qui échappe la maîtrise de la situation, improvise et risque même d'user de violence lorsqu'il faudra rallier tout le monde à sa cause. Ainsi, de même qu'il est difficile de déterminer les réels maux de la société, de même il est difficile de déterminer les réformes les plus urgentes.

Popper estime, en conséquence, qu'en ramenant toute l'activité sociale à quelques schémas simples, l'utopiste mutile la complexité sociale. Ce qui n'est rien d'autre que de la tyrannie, une expression substantielle de la « *société close* » où se perpétue l'autoritarisme. A ce type de cadre théorique de la vie sociale Popper oppose la « *société ouverte* » où se perpétue la participation inter-subjectiviste de l'homme dans la mesure de son effort de socialisation à l'humanité. En tout état de cause, Popper

propose d'agir au cas par cas, c'est-à-dire contextuellement, la « *politique fragmentaire* » étant la seule donne sociale réfutable, parce que rationnelle. C'est ce qu'il appelle la « *démarche opportuniste* ». S'opposant ainsi à l'utopisme, Popper met l'accent sur l'importance de la faillibilité humaine, cette vertu principale de l'esprit connaissant.

De ce point de vue, il est méthodologiquement évident que,

> « A l'idéal utopiste, qui est celui de créer le bonheur, Popper oppose l'idéal d'une élimination, ou d'une minimisation, au moins, de la souffrance : il demande à l'action politique de se détacher de la sorte du rêve. Les raisons d'une telle proposition sont multiples : le bonheur est toujours hypothétique, alors que la souffrance est indiscutable ; par voie de conséquence, personne n'est d'accord sur ce qu'est le bonheur, alors qu'on peut plus facilement arriver à une entente pour déterminer quels sont les maux qu'il faut prioritairement éliminer. Par ailleurs, vouloir créer le bonheur, c'est subordonner l'élimination des souffrances à la création d'une cité idéale, alors que ce dont on a besoin, c'est d'une action directe et immédiate, non sur les causes profondes, mais autant que possible sur les symptômes eux-mêmes. (…) Par opposition au rêve mystique de la Cité Heureuse, qui a causé dans l'histoire tant de souffrances, la conscience lucide de l'impossibilité de l'absolu s'avère le moteur principal du véritable progressisme » (Renée Bouveresse, ibid. : 147).

Nous convenons avec Renée Bouveresse que cette élimination n'est du reste que conjecturale, de même qu'il en était de l'erreur. Noretta Koertge n'aurait-elle pas assez bien compris ce mouvement cognitif ? Elle dit, en fait, que « *la théorie méthodologique de Popper pour la reconstruction sociale nous offre une alternative sérieuse et intéressante à la méthodologie de conjectures audacieuses et de réfutations sévères* ». (Fred Eidlin, 1989 : 475). Au-delà, nous reconnaissons que l'opposition qu'affiche Popper à l'utopisme impulse implicitement la profonde intention de « re-éthisation » de la politique. Une telle onto-logique politique vise, en définitive, la création d'une « société démocratique », lieu d'expression et de présupposition de la société ouverte lorsque les libertés et les droits et devoirs de l'individu inter-subjectiviste sont mis en exergue.

Au bout de l'analyse, nous nous rendons bien compte que, de la science à la politique, le passage est discret dans le penser poppérien. Il se profile dans le mouvement que la pensée de Popper connaît de la méthodologie à la métaphysique et s'éclaircit dans la considération du fait et de l'action sociaux comme des phénomènes contextués qu'il serait malaisé de prendre globalement. Ainsi l'opposition à l'utopisme conduit-elle Popper à l'idée d'une institution démocratique dans la société. Comment comprendre autrement les fondements de ce que nous disons être le rapport de Popper à la démocratie, si ce n'est dans son élan salutaire d'envisager la minimisation au mieux des souffrances humaines ?

Rapports de Popper à la démocratie

La théorie de la démocratie est le point culminant de la réflexion politique que mena Karl-Raimund Popper. Nous avons signalé la circonstance de révolte qui a conduit Popper à réfléchir sur la démocratie libérale pluraliste Son « effort de guerre » est l'expression d'une prise de conscience des méfaits du pouvoir des mouvements totalitaires dont le représentant le plus prégnant de l'époque serait Adolf Hitler et le mouvement nazi. Soit ! Mais alors, comment Popper conçoit-il le régime démocratique ? Certainement pas comme le pire des pouvoirs ni le meilleur des régimes possibles. Il estime que la démocratie est à concevoir comme le moins mauvais des pouvoirs possibles, comparée à l'aristocratie et à la monarchie. C'est la « meilleure solution » au problème de « gouvernement ». Ainsi, la démocratie a un problème : le problème de gouvernement.

Pour Popper, en effet, la démocratie est le régime socio-politique le moins mauvais où le gouvernement serait le plus fiable et le plus juste. Elle donne le cadre institutionnel général le moins mauvais possible quand elle n'est pas le gouvernement de la majorité (parce que la majorité peut être tyrannique), mais le gouvernement qui permet le mieux d'éviter la politique du pire. C'est ici, pour Popper, le plus haut degré de la rationalité politique. Nous comprendrons encore mieux ainsi pourquoi Popper considère Platon et Hegel comme des ennemis de la société ouverte (Karl-Raimund Popper, 1979).

Il apparaît clairement que, lorsque l'opinion commune définit le concept de démocratie, à la manière d'Abraham Lincoln, par la souveraineté populaire ou le gouvernement du peuple régi par le peuple, en opposition avec le gouvernement des meilleurs ou des plus nobles (aristocratie) et avec le gouvernement d'un seul individu souverain ou le roi (monarchie), une telle définition insatisfait Popper qui l'estime même contradictoire. Et pour cause ? Il y a contradiction du fait que le gouvernement appartient prétendument au peuple qui ne gouverne nulle part. Ce sont les gouvernants qui seuls gouvernent. Car, « *les dirigeants sont toujours des individualités. Et quelque soit leur classe d'origine, lorsqu'ils sont devenus des dirigeants, ils font partie de la classe des dirigeants* » (Karl-Raimund Popper, 1985 : 52).

Dans le traitement de ce problème de gouvernement, Popper relève deux formes d'Etat : l'Etat démocratique et l'Etat tyrannique. Il l'exprime ainsi qu'il suit :

> « Il n'existe (…) que deux sortes d'institutions politiques, celles qui permettent un changement sans qu'il y ait effusion de sang et celles qui excluent cette possibilité. Or, lorsqu'il est impossible de changer de gouvernement sans que le sang ne soit versé, il s'agit, le plus souvent, d'un gouvernement que l'on ne saurait révoquer (…) Pour ma part, je préfère appeler démocratie le type de gouvernement qui peut être révoqué sans violence et réserver à l'autre l'appellation de tyrannie. » (Karl-Raimund Popper, 1985 : 502).

Ce point de vue de Popper appelle quelques observations d'ordre épistémologique, qui relèveraient toutes généralement des « principes libéraux » de la démocratie que l'auteur libelle au travers d'un certain nombre de « thèses » fondamentales (Karl-Raimund Popper, 1985 : 510-513). Pour notre part, les thèses 2, 3, 4 et 5 seraient particulièrement suggestives de la détermination des enjeux de la conception poppérienne de la démocratie.

La première observation, relative à la thèse 2, est que, le point de différence entre un régime démocratique et un régime tyrannique est constitué par le mode de renversement de gouvernement : l'effusion de sang pour la tyrannie, et les élections libres et responsables pour la démocratie. En effet, le régime démocratique exige du citoyen d'être au mieux « démocrate », c'est-à-dire celui qui est convaincu de capitaliser et de savoir mettre en œuvre les principes de la culture démocratique. La culture démocratique constitue, pour lui, le cadre moral de l'institution qui exige le respect des valeurs humaines.

Ainsi, dans sa forme démocratique, l'Etat peut permettre de se débarrasser d'un régime sans effusion de sang, au moyen d'élections libres et responsables, et par l'acceptation du principe de l'alternance. Or, de telles élections ne sont possibles que pour un peuple citoyennement éduqué et devenu éthiquement responsable du bien public. Et, puisque le peuple ne gouverne nulle part, comment exercerait-il alors son pouvoir de renverser un régime sans effusion de sang ? Popper estime qu'ici aussi la meilleure méthode résiderait essentiellement dans « le vote libre » : de nouvelles élections dans un Parlement librement élu.

C'est justement ce qu'il y a d' « essentiel » ici qui pose à nouveaux frais la question de l'éducation civique, citoyenne, éthique et responsable inhérente au problème démocratique de gouvernement. Des élections libres sont fantasmagoriques dans une société où le peuple constitue entièrement la clientèle à la solde du politique. Et, comme politique rime rarement avec vérité, le peuple ignorant de ses droits et devoirs, et donc de son être, sera toujours et essentiellement réduit à la « population », c'est-à-dire à la masse de laquelle Platon dit qu'elle ne pense pas. Ainsi, c'est à peine, si ce n'est par hasard qu'il comprendra que tous ses efforts ne sont que monnayage de ses suffrages contre des intérêts absolument égoïstes souvent non-avoués des individus épris de démagogie, prêts à tout faire en vue de rallier tout le monde à leur cause, même au prix de la violence la plus inhumaine possible.

C'est l'essence de la deuxième forme d'Etat : l'Etat tyrannique dont la violence dictatoriale est l'expression la plus sûre. Ici, la « tolérance » n'est qu'un vain mot, vide de sens pratique et sans contenu sémantique. Ce que peut signifier ce mot n'aurait absolument rien d'analogue dans la réalité. Dans cette forme de gouvernement, le pouvoir s'exerce absolument par celui qui l'incarne et le détient. Ainsi, l'on ne saurait passer d'un régime à un autre sans effusion de sang.

La deuxième observation qu'appelle le point de vue poppérien de la démocratie est relative à la thèse 3 lorsque Popper estime que « *la démocratie en tant que telle ne*

saurait procurer aucun avantage, et ce n'est pas cela qu'on doit attendre d'elle. En réalité (…) celle-ci ne fait qu'offrir un cadre au sein duquel les citoyens ont la faculté d'agir de manière plus ou moins organisée et cohérente » (Karl-Raimund Popper, 1985 : 511). La démocratie fournit, en fait, un cadre institutionnel dans lequel les citoyens ont la possibilité d'exercer leur action organisée et cohérente de manière libre et responsable.

Ici comme ailleurs, nous sommes persuadés que le problème de gouvernement demeure pour le peuple. Si donc le peuple ne gouverne nulle part, son pouvoir d'élire doit se comprendre comme un « pouvoir de juger », un « pouvoir de censurer », un « pouvoir de sélectionner » ses dirigeants. Le peuple transfère son pouvoir de décider à un ensemble d'individus à qui il prescrit les conditions de créer le changement. Car, le peuple ne décide que pour le mieux, à partir de la multiplicité des mécanismes institutionnels qu'implique le régime démocratique. La vocation de ces mécanismes institutionnels est surtout de prévenir et de résoudre les conflits sociaux d'une manière optimale, c'est-à-dire la moins mauvaise possible. Dans ce dernier cas, nous nous rendons bien compte que, lorsqu'il accorde ses suffrages à ceux qui les lui demandent, le peuple transfère sa possibilité décisionnelle à l'ensemble d'individus qu'il sélectionne. Mais, après cette première consultation, le peuple use des pouvoirs de juger que lui confère l'institution démocratique. C'est ainsi que se pose ce que nous avons appelé la question de l'éducation civique et éthique. Un peuple ainsi éduqué se donne un mécanisme de « justice indépendante » par lequel il est susceptible à tout moment de faire valoir ses droits dans la conscience de ses devoirs en vue de provoquer le changement pour un monde meilleur. Ainsi éduqué, le peuple peut aussi prendre conscience de l'opportunité que lui offrent les mouvements associatifs, les regroupements syndicaux et l'action de la société civile sur les grands défis qui minent et mènent la société. Il peut alors faire valoir son droit démocratique légitime de « manifester ». C'est pourquoi, à côté des mécanismes de sélection de ses dirigeants que l'institution démocratique lui procure, le peuple dispose aussi des mécanismes légitimes de juger et de manifester pour un changement nécessaire.

La troisième observation qui s'impose est subséquente à la thèse 4 lorsque Popper pose que

> « si nous sommes des démocrates, ce n'est pas parce que la majorité a toujours raison, mais parce que les traditions démocratiques (…) se révèlent être les moins mauvaises » (Karl-Raimund Popper, 1985 : 511-512).

Il est clair que la notion poppérienne de « *démocratie* », en tant que « jugement par le peuple », fixe le *peuple* au centre de l'action politique. Du « gouvernement du peuple » (Abraham Lincoln) au « jugement par le peuple » (Karl-Raimund Popper), la position du peuple connaît un mouvement centrifuge de la périphérie vers le centre de l'action socio-politique. Le peuple acquiert en cela la qualité de « coresponsable » du gouvernement que dirigent ceux dont il est sensé juger l'action. Cela exige globalement

une prise de conscience réelle des libertés fondamentales de l'homme et des droits humains tels que la liberté d'expression, la liberté d'association, la liberté de croyances, la liberté d'idéologies et de philosophies, etc. De tels droits n'ayant d'existence réelle que dans un Etat multipartiste, Popper plaide pour un « bipartisme » aux enjeux bien compris. Il estime ainsi que la meilleure forme de démocratie est celle qui rend possible un tel bipartisme où les partis sont davantage contraints de tirer les leçons des erreurs déjà expérimentées.

Il est alors clair que la démocratie que postule Popper ne s'entendrait ni comme une « dictature démocratique » ni comme une « démocratie tyrannique ». C'est une « démocratie pluraliste » dans laquelle la décision de la majorité sera d'autant plus décisive et constructive que l'« opposition » aura été plus forte, organisée, cohérente et habile. Car, l'absence d'une alternance meilleure peut –et nous en convenons– conduire les électeurs à (faire) pérenniser les gouvernements mêmes les plus mauvais.

Ce bipartisme peut être saisi comme un état de vie politique où la majorité au pouvoir et l'opposition font franc jeu et évitent au mieux la démagogie. Dans ce cas, le « jugement par le peuple » exige un Etat de droit tolérant de la pluralité d'idéologies ; un Etat de droit le moins autoritaire possible et dans lequel les droits humains sont ainsi compris et vécus par des institutions indépendantes à tenir comme le catalyseur de l'action sociale.

Nous admettrons aussi que cette idée de démocratie comme « jugement par le peuple », et le pouvoir d'association et de manifestation du peuple, déborde la conception classique de la démocratie que Popper définit comme un « gouvernement des chefs de partis ». Pour lui en effet, autant un parti est grand, autant il est moins démocratique et autant ceux qui votent pour lui en influencent moins le leadership et le programme. C'est pourquoi conclut-il que la meilleure forme de démocratie est la formule rendant possible le bipartisme (en fait, le multipartisme). Et pour cause ? Une telle forme de démocratie crée toujours des conditions d'autocritique des partis. L'illustration peut venir de l'impact que produit la défaite électorale pour un parti dit grand. Cette défaite suscitera certainement une réforme interne radicale par crainte d'un échec plus cuisant. En cela, la défaite électorale inscrit une influence bénéfique sur les partis politiques. Voilà le conditionnement incidentaire qui impulse logiquement la conscience positive de la remise en cause interne, obligeant les partis de s'instruire de leurs erreurs.

Ici encore de même qu'en science, l'erreur est dynamiquement instructive. De la même manière que la prise de conscience de nos erreurs fait progresser nos constructions théorico-scientifiques, de la même manière elle fait progresser nos constructions théorico-politiques. Elle favorise le dialogue entre des formations politiques mêmes des plus opposées. La prise en compte positive des erreurs ouvre ainsi les partis politiques les uns aux autres dans leur quête commune du mieux-être du peuple. C'est, devrait-on dire, la meilleure expression de la tolérance des différences d'idéologies. Ainsi comprise, la meilleure forme de démocratie qui rime avec le multipartisme, où les partis de l'opposition contrôlent critiquement la tolérance d'un gouvernement face à la pluralité

d’opinions, d’idéologies ou de croyances, rime aussi avec la société libre d’information, d’expression et de communication ; ce que Popper appelle de tous ses vœux la « société ouverte ».

Conclusion

Penser la conception poppérienne de la politique, c’est en fin de compte, penser le sens épistémo-logique des rapports de Popper à la problématique de la démocratie pluraliste. Popper construit ses rapports à la politique en général et à la démocratie en particulier, sur la base d’une mise en œuvre des principes fondamentaux de la méthode du « trial and error », méthode unique des sciences. Nous avons compris l’effort poppérien de détachement des applications méthodologiques de la science vers le champ des théories politiques. C’est dans le déploiement de la méthode du rationalisme critique que se dévoile, en dernière instance, chez Popper, la conception de la politique comme un plaidoyer pour l’institution de la société démocratique dans un univers social où la pratique politique est l’incarnation des régimes totalitaires. C’est, en effet, dans une telle société (démocratique) que l’action politique acquiert sa vocation principale qui consiste à « soulager la souffrance humaine » plutôt que de se pervertir dans l’ambition démesurément utopique de la fabrication du bonheur.

BAUDOUIN (Jean), ï□□1994ï□□, *La philosophie politique de Karl Popper*, Paris, PUF, 242 p.

BOUVERESSE (Renée), ï□□1989ï□□, sous la direction de, *Colloque de Cerisy-La salle sur Karl Popper et la science d’aujourd’hui*, du 1er au 11 juillet 1981, Paris, Aubier, 489 p.

BOUVERESSE (Renée), ï□□1998ï□□, *Karl Popper ou le rationalisme critique*, Paris, Vrin, 199 p.

GUEYE (Sémou Pathé), ï□□2000ï□□, *Faillibilisme épistémologique et réformisme libéral. Popper critique de Marx*, Dakar, Presses Universitaires de Dakar, 108 p.

NGUIMBI (Marcel), ï□□2003ï□□, « Notes sur *Karl Popper ou le rationalisme critique* de Renée Bouveresse », *Annales de l’Université Marien Ngouabi*, Vol 4 – N° 1, année 2003, pp. 52-59.

POPPER (Karl-Raimund), ï□□1979ï□□, *La Société ouverte et ses ennemis*, tome 1 : *L’ascendant de Platon*, 261p., tome 2 : *Hegel et Marx*, 134 p.

POPPER (Karl-Raimund), ï□□1985ï□□, *Conjectures et Réfutations. La croissance du savoir scientifique*, traduit de l’anglais par Michelle-Irène et Marc B. de Launay, Paris, Payot, 610 p.

POPPER (Karl-Raimund), ï□□21/02/2007ï□□, « La proportionnelle trahit la démocratie », htt://www.radicalparty.org/party/popper fra.htm.